Institut Français d'Économie
SciencesPo

Blog ?? 2026

# Productivité française : la fin du décrochage ?

Eric Heyer

*Publié le 3 juin 2026*

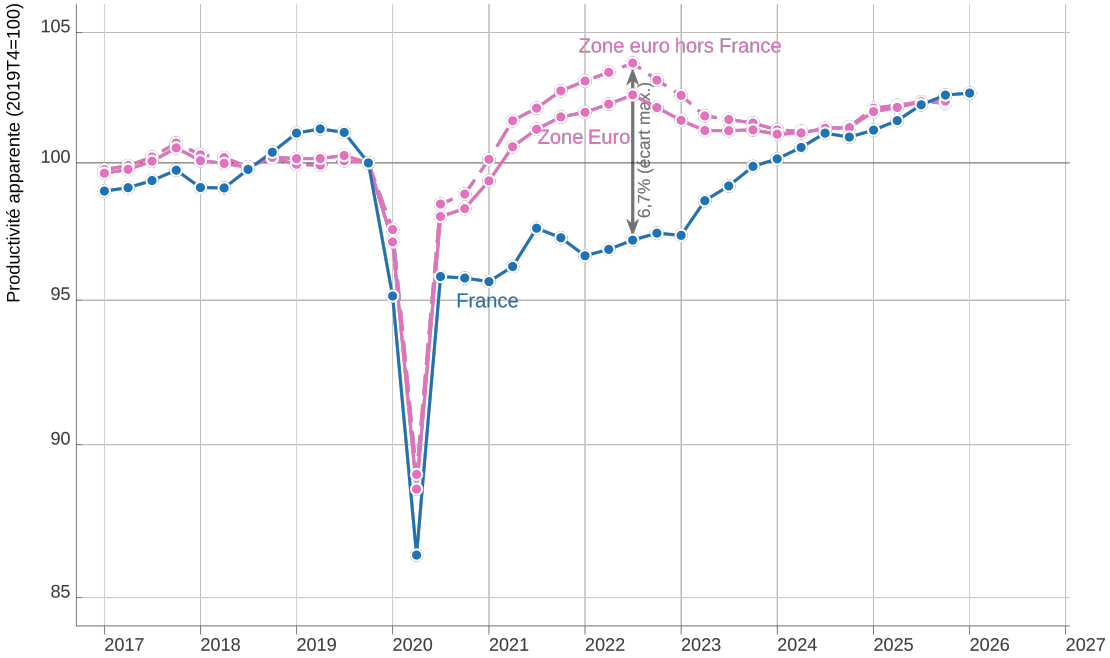
*À première vue, la publication des comptes nationaux de l'Insee diffusée le vendredi 29 mai 2026 envoie un signal conjoncturel défavorable. La croissance du premier trimestre 2026 est révisée de 0 % à −0,1 %. Si un deuxième trimestre négatif devait suivre, l'économie française entrerait alors dans une « récession technique », définie par deux trimestres consécutifs de recul du PIB*

À première vue, la publication des comptes nationaux de l'Insee diffusée le vendredi 29 mai 2026 envoie un signal conjoncturel défavorable. La croissance du premier trimestre 2026 est révisée de 0 % à −0,1 %. Si un deuxième trimestre négatif devait suivre, l'économie française entrerait alors dans une « récession technique », définie par deux trimestres consécutifs de recul du PIB.

Mais l'information principale se situe ailleurs.

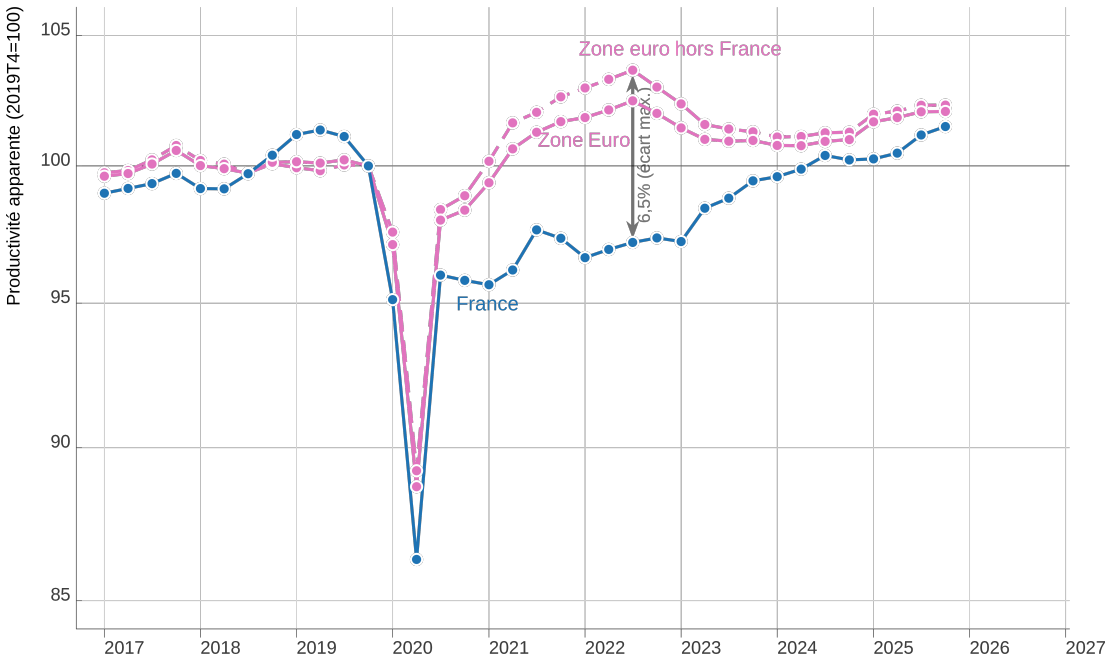
**Graphique 1 :** Productivité du travail (salarié) dans les branches marchandes hors agriculture

(a) Productivité du travail (salarié) dans les branches marchandes hors agriculture
Comptes mai 2026




*Note* : La productivité est le ratio de la valeur ajoutée en volume chaîné (2020) sur l'emploi salarié pour les branches marchandes non agricoles.
*Sources* : INSEE, Eurostat, calculs OFCE.

(b) Productivité du travail (salarié) dans les branches marchandes hors agriculture
Comptes mars 2026




*Note* : La productivité est le ratio de la valeur ajoutée en volume chaîné (2020) sur l'emploi salarié pour les branches marchandes non agricoles.
*Sources* : INSEE, Eurostat, calculs OFCE.

Elle concerne les révisions apportées aux années 2023 et 2024, qui modifient profondément la lecture des performances récentes de l'économie française. La croissance du PIB en 2023 est désormais estimée à +1,9 % en données trimestrielles CVS-CJO, contre +0,9 % lors de la première estimation provisoire. Il s'agit de la plus forte révision à la hausse observée depuis 2003. Cette correction ne provient toutefois pas uniquement de la publication de cette année. Une première révision importante avait déjà eu lieu lors de l'établissement des comptes semi-définitifs en 2025, avec une correction de +0,5 point pour 2023. La publication de cette année ajoute encore +0,2 point pour 2023 et également +0,3 point pour 2024. L'industrie manufacturière explique une grande partie de cette révision. En 2023, sa valeur ajoutée apparaît désormais nettement plus dynamique qu'estimé jusqu'ici ( +7,3 % contre +2,1 % en première estimation).

Or ces nouvelles évaluations conduisent à réexaminer le diagnostic porté depuis plusieurs années sur la productivité française.

Depuis la crise sanitaire, le débat public reposait largement sur l'idée d'une panne durable de productivité en France. Cette faiblesse apparaissait d'autant plus préoccupante qu'elle semblait constituer une singularité française. Fin 2023, la productivité des salariés du secteur marchand non agricole apparaissait encore inférieure de plus de 4 % à son niveau d'avant-crise sanitaire et accusait un retard supérieur à 6 % par rapport à nos partenaires européens.

Ce décrochage apparent alimentait l'idée d'une dégradation durable de la compétitivité française et d'un ralentissement structurel de la croissance potentielle. Mais cette lecture reposait aussi sur une caractéristique spécifique du cycle post-Covid français : un contenu exceptionnellement élevé de la croissance en emplois. Dans la première version des comptes, entre fin 2019 et fin 2023, l'emploi salarié marchand progressait de +6,6 % en France alors que la valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles augmentait de +2,2 %. Dans le reste de la zone euro, l'emploi progressait au contraire moins vite que l'activité.

Autrement dit, la France créait ou maintenait davantage d'emplois que ses partenaires européens au regard du niveau d'activité observé. Une partie importante du décrochage apparent de productivité provenait ainsi d'un enrichissement exceptionnel de la croissance en emplois.

Les révisions successives des comptes nationaux changent aujourd'hui cette lecture.

Dans les nouveaux comptes, la productivité des salariés du secteur marchand non agricole retrouve dès fin 2023 son niveau d'avant-crise (+6% de valeur ajoutée et +6.1% d'emplois salariés). Et au premier trimestre 2026, elle dépasse désormais de 2,6 % son niveau de 2019. Ce résultat doit toutefois être relativisé. Un gain de 2,6 % sur six ans reste faible au regard des rythmes historiques de progression de la productivité observés avant la crise financière de 2008. Le ralentissement des gains de productivité demeure donc un phénomène largement européen. Mais les nouvelles données suggèrent désormais que la France n'apparaît plus comme le principal maillon faible européen depuis la crise sanitaire. Le retard accumulé vis-à-vis de ses partenaires semble résorbé depuis la mi-2024.

### 0.1 Comprendre la baisse de productivité post-Covid

Les travaux récents de l'OFCE permettent également de mieux comprendre cette séquence atypique (Heyer (2023), Coquet et Heyer (2025)).

La faiblesse de la productivité observée entre 2020 et 2023 ne provenait pas principalement d'un effondrement durable de l'efficacité productive. Elle résultait surtout d'un maintien exceptionnel de l'emploi malgré une activité dégradée. L'apprentissage apparaît comme le principal facteur explicatif. La réforme de 2018 puis les aides exceptionnelles mises en place à partir de 2020 ont provoqué une hausse spectaculaire du nombre d'apprentis, passé de moins de 500 000 avant-crise à plus d'un million fin 2024. Selon les estimations de l'OFCE, l'apprentissage expliquerait à lui seul près de 30 % de l'écart de productivité observé depuis 2019. Les aides aux entreprises ont également joué un rôle majeur. Les prêts garantis par l'État, les reports de charges ou les aides sectorielles ont permis de maintenir en activité des entreprises fragiles et des emplois faiblement productifs. La forte baisse des défaillances d'entreprises entre 2020 et 2023 illustre ce phénomène. D'autres mécanismes ont également contribué à enrichir la croissance en emplois : baisse du coût du travail liée au retard d'indexation des salaires sur l'inflation, diminution du chômage favorisant l'embauche de salariés moins expérimentés, ou encore baisse persistante de la durée du travail. Au total, ces différents facteurs permettraient d'expliquer environ les trois quarts du décrochage de productivité observé depuis la crise sanitaire.

### 0.2 Une dynamique désormais plus favorable

Dans un Policy Brief publié en avril 2025, nous montrions déjà que la productivité des salariés du secteur marchand non agricole progressait depuis le début de 2023 à un rythme annuel de +1,3 %, supérieur à sa tendance de long terme estimée à +0,9 %. Avec les nouvelles révisions des comptes nationaux, ce diagnostic apparaît aujourd'hui encore renforcé. Les gains annuels de productivité atteignent désormais près de +1,8 % depuis 2023.

Cette révision éclaire également autrement les évolutions récentes du marché du travail. Les nouvelles estimations révisent fortement à la hausse le niveau d'activité, tandis que l'emploi est peu modifié. Le ralentissement des créations d'emplois salariés et la remontée progressive du chômage observés depuis plusieurs trimestres apparaissent ainsi davantage cohérents avec une économie ayant déjà retrouvé des gains de productivité plus dynamiques.

Le ralentissement conjoncturel actuel est bien réel. Mais le risque serait désormais de commenter uniquement le bruit de court terme en oubliant le signal de fond. Car ce signal est important. Les gains de productivité demeurent faibles en Europe et nettement inférieurs aux rythmes observés avant la crise financière de 2008. Mais les nouvelles données suggèrent désormais que la dynamique récente apparaît plus favorable en France que chez plusieurs de ses partenaires européens.

Pendant plusieurs années, la France apparaissait comme l'économie ayant le plus fortement décroché en matière de productivité après la crise sanitaire. Les révisions successives des comptes nationaux conduisent aujourd'hui à nuancer cette lecture. Le décrochage français de productivité semble avoir été moins durable qu'attendu, tandis que le ralentissement des gains de productivité apparaît désormais plus généralisé en

Europe. Si cette dynamique se confirmait dans les prochaines années, le regard porté sur l'économie française pourrait rapidement changer. La France n'apparaîtrait plus comme le pays ayant le plus décroché en matière de productivité depuis le Covid, mais comme l'une des économies européennes ayant le plus rapidement rattrapé une partie de son retard récent.

### Veuillez citer ce travail comme suit :

Eric Heyer (2026). « Productivité française : la fin du décrochage ? », *Blog IFE*.

Rédacteurs en chef : Elliot Aurissergues & Paul Malliet